

Luxembourg, le 06 juin 2013

Communiqué de presse

Coopération public-privé dans la lutte contre la corruption

Un signal fort à l'attention des investisseurs et sociétés étrangères pour s'implanter au Luxembourg

La Chambre de Commerce, en partenariat avec le Ministère de la Justice et l'International Anti-Corruption Academy (IACA), a organisé avec succès, le mercredi 5 juin 2013, un symposium sur la coopération public-privé dans la lutte contre la corruption en présence de plusieurs ministres de la Justice, représentant officiels d'instances internationales et Etats membres, représentants des autorités publiques nationales et des entreprises luxembourgeoises.

Ce symposium fait suite au premier événement anti-corruption organisé par la Chambre de Commerce en mai 2012 et s'est articulé autour de deux workshops interactifs suivis d'une conférence de clôture.

Le premier workshop, présidé par M. Christophe Jung, *Compliance Programme Officer* d'ArcelorMittal, a mis en lumière les difficultés pour le secteur privé de mettre en place des programmes de lutte contre la corruption, en raison de la multitude de standards internationaux existants, mais également les initiatives existantes pour promouvoir des plateformes de dialogue entre le secteur privé et le secteur public. Se sont ainsi succédés à la tribune, M. Chris Davis du *World Economic Forum*, Mme. Birgit Forstnig-Errath de Siemens S.A., et M. Gérard Zolt, *Luxembourg Country Practice Leader, Fraud Investigation & Dispute Services* auprès d'Ernst & Young, qui ont débattu avec la centaine de participants des moyens pour le secteur privé de mieux s'organiser pour promouvoir la lutte contre la corruption.

Les discussions entre les orateurs et les participants se sont conclues par le constat évident que la lutte contre la corruption n'est efficace et possible que si les dirigeants d'entreprises placent la lutte contre la corruption en tant que priorité stratégique dans le cadre du développement international de leurs activités. Un appel a également été lancé à l'attention des autorités publiques et des organisations professionnelles afin qu'elles assistent et soutiennent davantage les PME dans leurs efforts de prévention de la corruption.

Le second workshop, présidé par M. Martin Kreutner, doyen de l'IACA, a permis de faire l'état des lieux du développement des initiatives des instances nationales et européennes en matière de lutte contre la corruption. Les discussions ont été animées par M. Marin Mrcela *du Conseil de l'Europe/GRECO*, M. Roderick Macauley du Ministère de la Justice du Royaume-Uni et M. Giovanni Kessler de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) au sujet de la prévention de la corruption dans les parlements, les gouvernements et le système judiciaire, ainsi que des principes éthiques et des règles de conduite qui doivent s'y appliquer. L'échange avec les nombreux participants a mis en exergue la nécessité de l'instauration d'un ministère public européen et d'un procureur européen pour protéger les intérêts financiers de l'UE, y compris en matière de fraude et de corruption, que la Commission européenne propose.

La journée s'est conclue par une conférence en présence de Mme la Ministre de la Justice, Octavie Modert. M. Pierre Gramegna, Directeur général de la Chambre de Commerce, a rappelé que la Chambre de Commerce voue une très grande importance à la lutte contre la corruption, étant donné que celle-ci est néfaste tant à l'intégrité du marché que pour une saine concurrence

entre les entreprises, principes essentiels pour le développement des activités économiques. Mme Octavie Moder, énumérant les conventions internationale et lois applicables au Luxembourg, a également marqué son attachement à continuer le développement de la prévention de la corruption et la nécessité de continuer, voir améliorer la coopération entre les secteurs publics et privés.

Les résultats de la première enquête nationale, organisée par le secteur privé, sur le degré de sensibilisation du secteur privé luxembourgeois à la lutte contre la corruption, et menée conjointement par la Chambre de Commerce et Ernst & Young ont été présentés. Il en ressort notamment que, sur les 200 personnes interrogées, 2/3 répondent avoir une politique de lutte contre la corruption dans leur entreprise, 1/2 estiment que la corruption est un problème dans l'UE et 1/3 ont perdu un contrat en raison du comportement frauduleux de leurs concurrents. Enfin, il a été relevé que 53% des répondants marquent leur accord avec la déclaration suivante « Une position forte de notre gouvernement sur la lutte contre la corruption, combiné avec des initiatives efficaces mises en place par le secteur privé, est un signal fort à l'attention des investisseurs et sociétés étrangères pour venir s'implanter au Luxembourg ».

Dans son message vidéo, Mme Viviane Reding, Vice-présidente de la Commission européenne, a assuré de tout son soutien les initiatives de lutte contre la corruption. En ces temps de crise pour les entreprises, elle a rappelé que l'Union européenne et ses Etats membres ont absolument besoin de prendre des mesures à tous les niveaux pour lutter contre la corruption, avec des lois fortes et des sanctions dissuasives. La corruption faisant fi des frontières, la réponse de l'UE devrait être à la hauteur des enjeux.

Enfin, M. Martin Kreutner a, quant à lui, énoncé « dix commandements » en matière de lutte contre la corruption, rappelant que la corruption n'est pas seulement une atteinte à la compétitivité des entreprises mais également met en péril la sécurité des consommateurs. A cet égard, la corruption est un mal qui touche l'ensemble de la société et qu'une coopération entre les secteurs publics et privés est absolument nécessaire afin d'endiguer ce mal.

La conférence a fait l'objet d'un enregistrement audiovisuel et est librement disponible sur la chaîne de télévision de la Chambre de Commerce (www.cc-tv.lu).